

Office des Monuments historiques

Amt für Denkmalpflege

Les restaurations prises en charge par l'office des monuments historiques pendant l'année 1992 sont au nombre de 69: 35 concernent des bâtiments religieux et 34 des bâtiments profanes. Par rapport à l'année passée et malgré la récession dans le secteur de la construction, seul un léger recul est à signaler.

L'activité de l'office des monuments historiques a été réduite durant 1991 suite aux fortes restrictions sur le plan financier et 1992 ne s'annonce guère plus brillant étant donné que le crédit de restauration reste aussi bas. Malgré tout, quatre importantes demandes de subventionnement, en suspens depuis juin 1991, ont pu être soumises, avec succès, au Conseil d'Etat. Au cours de l'année le parlement a pris la décision d'augmenter pour 1993 le crédit de restauration de Fr. 280 000.-, ce dont nous le remercions vivement.

Actuellement les engagements financiers de l'office des monuments historiques pris par décisions du Conseil d'Etat d'un montant de Fr. 3,2 mio sont trop élevés. La raison principale de la situation financière précaire s'explique par l'augmentation massive du coût dans le secteur de la construction (plus de 40 % durant les 10 dernières années) et une trop faible dotation du crédit de restauration (1986: Fr. 950 000.—, 1992: Fr. 750 000.—). En raison de la situation financière difficile du canton, le Conseil d'Etat n'a pas répondu à notre demande d'un crédit supplémentaire. Par conséquent, les propriétaires de monuments historiques devront patienter encore davantage avant d'obtenir le versement des subventions. Le champ d'action de notre office sera réduit quant aux nouvelles demandes de classement, et cela au détriment des propriétaires d'édifices dignes d'être protégés. La perte des subventions cantonales entraîne également la perte des subsides fédéraux (montant des subventions de la Confédération de l'année 1992 pour la restauration de bâtiments dignes de protection: Fr. 1 238 453.—).

Les points essentiels de notre activité durant 1992, sont les restaurations en cours d'une partie des couvents des Ursulines à Brigue et des Bernardines à

Collombey, de l'église paroissiale Notre-Dame-des-Champs à Martigny ainsi que de l'ancienne église paroissiale à Vercorin (Chalais). Parmi les restaurations terminées, il faut mentionner surtout la cure et l'ossuaire à Biel, la chapelle St-Laurent à Lannaz/Evolène, les peintures murales de l'ossuaire de l'ancienne église paroissiale St. Romanus auf der Burg à Rarogne, les églises paroissiales St-Sébastien à Venthône, Ste-Marguerite à Vérossaz ainsi que les stations du rosaire à Visperterminen; parmi les bâtiments profanes: l'ancienne maison du recteur à Ernen, la maison Franzen à Fiesch, le Mayorshof et l'ancienne maison du chanoine Peter Allet à Loèche, l'ancien Casino à Saxon ainsi que la maison Morency à Tourtemagne.

Notre activité durant l'année 1992 a été marquée, outre les restaurations proprement dites et les conseils dispensés aux particuliers et aux autorités, par les exigences de l'aménagement du territoire. En rapport avec les révisions courantes des plans d'affectation des zones, notre office a été appelé à désigner dans 9 communes les monuments dignes de protection et à contrôler les règlements de construction en vigueur et à les compléter. Il est souhaitable que ces efforts contribuent, dans le cadre des autorisations de construire, à une meilleure protection de notre patrimoine bâti.

Le 1^{er} juillet 1992 le nouveau décret sur l'autorisation de construire est entré en vigueur. Dorénavant — en tout cas jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle loi sur les constructions prévue dans les prochains quatre à cinq ans — les communes sont compétentes pour octroyer les autorisations de construire dans les zones à bâtir y compris les mayens. Selon la loi cantonale sur l'aménagement du territoire de 1987, les communes sont tenues de définir, dans leurs règlements, les zones à protéger, notamment les localités typiques, les lieux historiques et les monuments naturels ou culturels. En réalité les zones de protection proposées et les directives y relatives ne satisfont que rarement aux exigences du patrimoine bâti. Etant donné que les mesures de protection concernant les sites bâtis et les monuments culturels posent de sérieuses difficultés, on ne peut avoir, de la part des communes, des espoirs exagérés au vu de la pratique d'application de la procédure d'autorisation de construire touchant le patrimoine architectural. Il reste à espérer que les communes, malgré l'autonomie qui est légalement la leur dans les zones à bâtir, prennent à cœur leur responsabilité et collaborent étroitement avec les instances cantonales de la protection des monuments historiques et des sites. L'engagement est important: il s'agit ni plus ni moins de la conservation à long terme et d'une utilisation soigneuse du patrimoine architectural de notre canton qui représente, avec des paysages intacts, le capital fondamental d'un tourisme florissant.

Des visites auprès des conservateurs dans les cantons de Neuchâtel et Vaud nous ont permis de mieux connaître les activités sur le plan de la restauration suisse. La participation à des réunions et à des cours à Bellinzzone, Berne et Zurich a contribué à notre perfectionnement professionnel.

Des contacts avec la presse ont contribué à mieux faire connaître les préoccupations de l'office des monuments historiques.

Monuments protégés par le canton / Unterschutzstellungen

En 1992 les bâtiments suivants ont été classés monuments historiques protégés par le canton:

Brigue: église du couvent des Ursulines avec la tour Metziltén avoisinante, n^{os} de cadastre 166 et 221; **Ernen**: ancienne maison du recteur, n^o de cad. 229; **Fiesch**: maison Franzen, n^o de cad. 1438; **Loèche-Ville**: ancienne maison du chanoine Peter Allet, n^o de cad. 1786; **Rarogne**: maison Fontaine, n^o de cad. 1173.

Analyses archéologiques / Bauuntersuchungen

Durant l'année 1992 les analyses archéologiques suivantes ont été faites et ont donné d'une part des indications importantes sur l'histoire des bâtiments et d'autre part ont fourni des données en vue des travaux de restauration:

Brigue, couvent Ste-Ursule, église (en partie), tour de Metziltén avec bâtiment de liaison; **Loèche**, ossuaire de l'église paroissiale (en partie), Mayorshof, partie nord (en partie); **Martigny**, église paroissiale, mur de la tribune (en partie); Grand-Maison, partie nord-ouest, 1^{er} étage int. (en partie); **Orsières**, maison Charreli; **St-Maurice**, église du couvent, chapelle sud de la nef latérale ouest (en partie); **Sion**, rue de Conthey 14 (cave); **Tourtemagne**, Curtenhof.

Restaurations subventionnées / Subventionierte Restaurierungen

En 1992 le Conseil d'Etat a décidé d'accorder, dans le cadre des monuments historiques, des subventions se montant à Fr. 767 869.—.

Brigue, couvent Ste-Ursule (restauration complète de l'église et de la tour Metziltén)	Fr. 403 465.—
Ernen, ancienne maison du recteur (restauration complète)	Fr. 68 100.—
Fiesch, maison Franzen (restauration complète)	Fr. 73 554.—
Loèche, ancienne maison du chanoine Peter Allet (restauration complète)	Fr. 122 250.—
Rarogne, maison Fontaine (restauration complète)	Fr. 100 500.—

Durant l'année en cours, 30 objets ont été subventionnés pour un montant de Fr. 720 000.—.

Dons et subsides / Geschenke und Subsidien

Loterie de la suisse romande

Comme lors des années précédentes, la Loterie romande a également contribué en 1992 aux travaux de restauration par son aide financière généreuse à savoir 62,5 % (soit Fr. 450 000.—) du crédit de restauration mis à disposition par le canton (Fr. 720 000.—).

Confédération

La Confédération a versé en 1992, par l'intermédiaire de son Office de la culture, des subventions de l'ordre de Fr. 1 238 453.— pour 9 objets. Les experts et consultants de la Commission fédérale des monuments historiques, de l'EPF de Zurich et de l'EPF de Lausanne nous ont aidés par leurs conseils à résoudre bien des problèmes.